



Communiqué de presse
29 mars 2022

OUI à la Loi sur le Cinéma

Pour soutenir l'investissement, la diversité de l'offre et l'égalité des chances pour la Suisse

La nouvelle Loi sur le cinéma est un projet de compromis raisonnable. Elle garantit l'égalité de traitement sur le marché suisse et hisse notre pays sur la scène internationale. En réponse à ce projet, les sections jeunes UDC, PLR et PVL avancent des arguments fallacieux et contradictoires. Cela nuit à notre industrie audiovisuelle et aux nombreuses PME actives dans le domaine. La nouvelle Loi sur le cinéma mérite un grand OUI le 15 mai ! Ce projet est une opportunité unique pour soutenir l'économie locale et les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration en stimulant la production audiovisuelle suisse. La Loi renforce la compétitivité de notre pays dans le marché. Lorsque les plateformes de streaming réinvestissent dans les territoires où elles font profits, cela profite tant aux acteurs du marché qu'au tissu économique de nos régions.

Le Parlement a franchi une étape cruciale l'an dernier pour l'industrie audiovisuelle helvétique en modernisant la Loi sur le cinéma. Stimuler l'investissement des plateformes de streaming en Suisse, marché très lucratif pour ces dernières, renforce la place économique de notre pays et de nos régions touristiques mises en scène dans les décors de tournage. Avec ce projet, l'industrie audiovisuelle pourra faire montre de plus d'ambitions. La diversité de l'offre est garantie grâce à des catalogues proposant des films et séries suisses phares, aux côtés d'importantes productions européennes et internationales. La Loi sur le cinéma permet à la Suisse d'être plus compétitive sur le marché international, sans argent du contribuable.

Les arguments présentés par le comité référendaire aujourd'hui à Berne sont rapidement réfutés :

1. L'affirmation selon laquelle l'investissement des plateformes restreindrait la liberté du consommateur, voire limiterait la représentativité dans les catalogues, relève de la démagogie. En effet, stimuler l'investissement dans le marché audiovisuel suisse favorise la diversité, et pas l'inverse. Il est équitable que les producteurs et productrices audiovisuelles helvétiques puissent intégrer des projets internationaux ambitieux. Un refus de la Loi sur le cinéma freinera notre marché et les innovations en isolant notre pays.
2. Appeler le mécanisme d'investissement proposé dans le projet « taxe » ou « impôt » est purement mensonger. Un investissement direct par des plateformes et chaînes de télévisions sur notre marché n'est pas une taxe collectée par l'État. Ce dernier n'intervient aucunement dans les choix des entreprises qui conservent leur autonomie et investissent seules dans le cadre législatif proposé par la Loi. L'État fait ce pour quoi il est compétent en créant une règle du jeu pour les nouveaux acteurs du marché tout en assurant l'égalité de traitement sur son territoire.
3. Dire que les plateformes de streaming doivent désormais "subventionner" la création cinématographique nationale est également erroné : l'investissement n'est pas une subvention. L'entreprise concernée construit aussi son propre succès et crée une plus-value en développant son catalogue. La Loi sur le cinéma laisse aux prestataires de nombreuses

possibilités d'investissement, que ce soit avec des commandes ou des coproductions, le soutien à la promotion du cinéma suisse, etc.

4. Les chaînes privées suisses ne sont pas indûment taxées. La majorité d'entre elles sont exemptées de l'obligation. Au contraire, l'extension du mécanisme d'investissement aux acteurs étrangers permet l'égalité de traitement sur notre marché avec les entreprises suisses.

Avec la nouvelle Loi sur le cinéma, le Parlement donne un signal fort :

Les plateformes de streaming font d'importants profits en Suisse, pays au fort pouvoir d'achat. Aujourd'hui, ces recettes partent à l'étranger. Grâce à la nouvelle Loi sur le cinéma, une part de 4% sera réinvestie dans notre économie locale. Contrairement à d'autres pays, il ne s'agit pas d'une taxe ou d'un impôt. La Loi vise en premier lieu à stimuler l'investissement en Suisse par l'entrée de nouveaux acteurs.

Les pays européens ont pour la plupart déjà fixé dans leur législation des obligations d'investissement pour les plateformes de streaming. L'Italie, par exemple, demande un investissement de 20 % du chiffre d'affaires, la France jusqu'à 26 % doublé d'une taxe de 2%. Les 4% d'investissement proposés par le Conseil fédéral et le Parlement en Suisse sont modérés en comparaison internationale.

OUI pour stimuler l'investissement en Suisse et pas uniquement à l'étranger

OUI pour diversifier l'offre et créer de nouvelles opportunités

OUI pour renforcer la coopération de la Suisse avec le marché européen

Pour plus de renseignements et la mise en contact avec des parlementaires du comité interpartis « Oui à la Loi cinéma » et des représentant-e-s de la branche :

Bastien Bento
Relations médias
Presse@aropa.ch
+41 79 934 34 63